

La défaite électorale de la social-démocratie allemande

Le résultat des élections allemandes n'est pas tellement une victoire pour Adenauer qu'une défaite pour la social-démocratie. Au moment où débute la campagne électorale, les deux partis se trouvaient à égalité. Aux élections municipales de 1956, notamment en Rhénanie du Nord-Westphalie et en Hesse, les sociaux-démocrates avaient remporté des victoires retentissantes, la C.D.U. essuyé une lourde défaite. En outre, divers incidents politiques, dont l'appel des savants atomistes de Göttingen, avaient placé le gouvernement de Bonn en mauvaise posture. Si néanmoins la social-démocratie a subi une défaite, cela est dû à une campagne électorale incroyablement passive, insipide, sans allant, sans conviction, une campagne de gens qui portaient battus d'avance. Les masses ne s'y sont pas trompées. Elles ont eu l'impression que la direction social-démocrate ne croyait pas à sa propre chance. La défaite devenait ainsi inévitable.

L'AMPLEUR DE LA DEFAITE

Au lendemain des élections, Ollenhauer a essayé d'expliquer que la social-démocratie n'est pas battue puisqu'elle a gagné des voix par rapport à 1953 et qu'elle a obtenu plus d'un tiers des sièges. En réalité, la défaite est beaucoup plus lourde qu'elle n'apparaît à première vue. Si l'on compare en effet les résultats des élections parlementaires à ceux de 1953, on doit tenir compte du fait que cette fois-ci, les voix communistes et neutralistes ont été bloqués sur le S.P.D. Toute la progression en chiffres absolus est ainsi absorbée. Cela signifierait que le S.P.D. n'aurait pas gagné un seul électeur jeune ou nouveau parmi les millions d'Allemands et d'Allemandes qui se sont présentés pour la première fois aux urnes en 1957.

Si par contre on compare les voix social-démocrates de 1957 à celles obtenues en 1956 aux élections municipales, on constate des pertes de voix de près d'un million, et ce dans les deux *Länder* les plus ouvriers: la Ruhr et Hesse. La même impression se renforce lorsqu'on constate que le S.P.D. cesse d'être le parti le plus fort dans presque toutes les circonscriptions des grandes villes qui avaient été « rouges » depuis un demi-siècle: Dortmund, Hanovre, Essen, Francfort, faubourgs ouvriers de Cologne, Munich, Nuremberg, etc.

Finalement, la défaite électorale s'explique mieux encore à la lumière de l'enseignement des deux victoires retentissantes obtenues à Brême et à Hambourg. Dans ces deux *Länder*, les sociaux-démocrates conquièrent toutes les circonscriptions, à une exception près. Leur progression est sensationnelle: ils gagnent de 35 à 40 % de voix sur les élections de 1953. Or, dans ces deux métropoles, la social-démocratie, sous l'impulsion des organisations locales du parti, avait mené une campagne électorale extrêmement active, voire violente, qui rappelait par moment les campagnes des débuts des années 1930. Les réunions électorales des partis bourgeois furent systématiquement interrompues, les affiches de la C.D.U. maquillées. Le S.P.D. s'engagea dans la campagne électorale comme un parti sûr de sa victoire. Il l'obtint. Le cas du *Land* Schleswig-Holstein, où la progression social-démocrate est également importante, s'explique par les effets psychologiques de l'admirable grève des métallos qui dura trois mois et remua profondément la population.

SES CAUSES

Non seulement les sociaux-démocrates firent preuve d'une passivité véritablement criminelle, sabotant les chances réelles qu'ils avaient eues au début de la campagne électorale — dans des villes comme Francfort, le nombre d'activistes de la campagne électorale se réduisait à quelques dizaines de J.S., et ce dans des centres où le S.

P.D. compte plus de 10.000 membres — mais la plupart de leurs discours étaient d'une servilité immonde envers la bourgeoisie. Le professeur Schiller, recteur de l'Université de Hambourg, et une des sommités économiques du S.P.D., ne se gêna pas pour publier en pleine campagne électorale un article dans lequel il affirme que seule une « économie du marché », c'est-à-dire une économie capitaliste, pouvait apporter le bien-être au peuple. Un autre leader social-démocrate affirma au cours de la campagne électorale que « le débat sur la socialisation appartient définitivement au passé ». Un troisième dirigeant alla jusqu'à proclamer que « seule la propriété privée des moyens de production assure la liberté et la dignité des individus ».

Dans ces conditions, des millions de travailleurs allemands ont eu l'impression que les deux partis en présence défendaient au fond le même « ordre social » et qu'il fallait seulement choisir « le gérant le plus efficace » de cet ordre. Quoi d'étonnant qu'ils aient choisi Adenauer, qui pouvait citer à son crédit l'incontestable prospérité capitaliste de son pays?

Il est vrai que la social-démocratie a mené une campagne énergique sur un seul domaine: celui du danger atomique. Elle a couvert l'Allemagne de l'Ouest d'affiches dénonçant « le chancelier de la mort atomique ». Si, malgré l'immense retentissement de l'appel des savants de Göttingen, cette campagne ne s'est pas soldée par un gain de voix, c'est que les masses avaient très nettement l'impression que les dirigeants sociaux-démocrates eux-mêmes ne prenaient pas au sérieux ces slogans. Comment en effet admettre que des gens, convaincus que la réélection d'Adenauer est l'équivalent d'un danger mortel pour tout le pays, restent si étonnamment passifs dans la campagne électorale, et refusent d'organiser la moindre action politique des jeunes et des masses contre ce gouvernement?

N'oublions pas, en dernier lieu, que la propagande apparemment maladroite du Kremlin et d'Ulbricht, appelant le peuple allemand à voter contre Adenauer tout en fermant brutalement la porte à toute perspective immédiate de réunification, a été également une aide puissante pour la bourgeoisie. Sans doute le Kremlin préfère-t-il un victoire d'Adenauer à une vague de fond social-démocrate qui éveillerait dans les masses de l'Allemagne de l'Est l'espoir d'une solution rapide du problème de la réunification, avec toutes les conséquences qu'aurait ce regain d'espoir pour le régime d'Ulbricht. La propagande des staliniciens de Berlin-Est l'a d'ailleurs nettement indiqué. « Le résultat des élections a démontré qu'il n'y a pas de troisième solution. Ou bien l'Allemagne de Bonn, ou bien l'Allemagne de Pieck et de Grotewohl », a-t-elle proclamé au lendemain du 15 septembre. Tout compte fait, ce résultat électorale était, pour les maîtres de Pankow, le meilleur moyen pour tranquilliser les centaines de milliers de travailleurs et de jeunes qui cherchent, d'instinct, une « troisième solution »: celle de la démocratie socialiste-ouvrière.

ET MAINTENANT?

La défaite électorale de la social-démocratie constitue sans aucun doute une grave défaite politique pour la classe ouvrière allemande. On pourrait objecter: « Les dirigeants sociaux-démocrates ne se trouvent-ils pas depuis le 1^{er} août 1954 dans le camp de la bourgeoisie? Ne faut-il pas se réjouir du fait que les travailleurs allemands commencent à se détourner d'eux? Comment peut-on se lamenter sur les « erreurs » de tels traîtres? » Seuls d'incurables sectaires défendront pareil raisonnement. Il se justifierait au cas où les voix social-démocrates se déplaceraient à gauche, vers un parti révolutionnaire, ou du moins centriste. Mais lorsqu'une partie de la classe ouvrière d'un pays industriellement avancé comme l'Allemagne retombe sous l'influence politique de la bourgeoisie, dont elle s'était émanée depuis plus d'un demi-siècle, y compris à

l'époque nazie, la gravité de l'échec ne peut échapper à personne. C'est une nouvelle défaite à mettre sur le compte d'une direction réformiste, compte déjà des plus chargé par l'histoire.

Cependant, si la classe ouvrière a subi une défaite politique, elle n'a pas été battue sur le terrain de la lutte de classe directe. Elle conserve ses principales organisations; elle garde presque intacte sa puissance syndicale. Pas plus qu'avant les élections elle n'est prête à abandonner à la bourgeoisie tous les profits de la prospérité. Déjà une série d'organisations syndicales ont dénoncé les accords de salaires. Une vaste campagne revendicative se déclenche sous peu. Sur le terrain de la lutte directe, la classe ouvrière pourra reconquérir les positions perdues sur le terrain politique, si elle sait imposer à la direction syndicale une tactique suffisamment combative et audacieuse.

Par ailleurs, beaucoup de signes indiquent que l'euphorie de la haute conjoncture qui, en Allemagne, dure sans interruption depuis plus de huit ans, approche maintenant de sa fin. Depuis plusieurs années, le « boom » allemand a été nourri avant tout par les exportations de biens d'équipement. Le début de la récession dans l'économie capitaliste internationale; les mesures de déflation prises dans de nombreux pays; les restrictions d'importation et les réductions de programmes d'investissement risquent de provoquer à brève échéance une chute des exportations allemandes que ne compenseront que partiellement les dépenses accrues de réarmement. Les travailleurs allemands habitués à un nouveau *standard de vie* — bien qu'encore inférieur à celui de la Grande-Bretagne et de la France — résisteront avec acharnement aux tentatives de le réduire, par suite des effets d'une récession même limitée. Pareille évolution pourrait renverser la situation politique à brève échéance.

Il ne faut cependant pas se cacher que ceci ne représente qu'une variante possible de l'évolution allemande dans les mois à venir. La bourgeoisie s'efforcera de son côté d'exploiter au maximum sa victoire politique. Au sein de l'alliance atlantique, elle renforcera l'aile la plus hostile à des accords partiels avec le Kremlin. Elle cherchera à accroître le poids et les prérogatives de l'armée allemande sur le continent européen. Elle essaiera de faire sauter les clauses restrictives des accords de Bonn et de Paris, notamment au sujet de la production d'armes nucléaires.

A l'intérieur du pays, elle fera peser son poids sur les syndicats, en vue d'en détacher la minorité catholique, et sur le parti social-démocrate lui-même, en vue de renforcer l'aile droitiste, ouvertement antimarxiste, des Carlo Schmid et Erler. Elle appuiera encore plus nettement le patronat dans les conflits de travail, et accélérera la rentrée politique d'éléments des plus compromis de l'époque nazie.

Pour que le mouvement ouvrier surmonte rapidement les effets du 15 septembre, il faut procéder à une autopsie complète et objective des causes de la défaite, au sein des organisations ouvrières. Il faut regrouper tous les éléments militants et marxistes, non seulement pour défendre la tradition et la doctrine du mouvement ouvrier contre des « rénovateurs » petits bourgeois, mais encore pour passer résolument à l'attaque contre les premiers responsables de l'échec électorale. Le regroupement de la gauche syndicale et social-démocrate, au sein des organisations de masse, la réaction énergique contre les tendances au désarroi et à la démoralisation, contribueront à accroître les chances de luttes ouvrières qui, à leur tour, influenceront favorablement la cristallisation d'une nouvelle direction de la classe ouvrière allemande.

AIDEZ

«La Vérité des Travailleurs»